



**Décision n° CODEP-OLS-2017-017267 du Président de l’Autorité de sûreté nucléaire du 27 avril 2017 autorisant Electricité de France – société anonyme (EDF-SA) à remplacer temporairement la turbine à combustion par une Unité Mobile Electrogène sur les installations nucléaires de base n° 128 et 127 situées sur les communes de Belleville-sur-Loire et de Sury-près-Léré (Cher)**

Le Président de l’Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l’environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret du 15 septembre 1982 autorisant la création par Electricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire dans le département du Cher ;

Vu le décret n° 2004-1321 du 29 novembre 2004 autorisant Electricité de France à modifier le périmètre de l’installation nucléaire de base n° 128 du centre nucléaire de production d’électricité de Belleville ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2013-DC-0360 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 16 juillet 2013 relative à la maîtrise des nuisances et de l’impact sur la santé et l’environnement des installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2014-DC-0420 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 13 février 2014 relative aux modifications matérielles des installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par le courrier référencé D5370NE16024796 - indice 3 du 26 avril 2017 relatif à la mise en place temporaire d’une unité mobile électrogène pour pallier l’indisponibilité de la turbine à combustion et le dossier associé à cette demande référencé D5370NACR16024795 - indice 3 ;

Vu la demande de modification temporaire des règles générales d’exploitation référencée D5370-SSQ/FAX-2017-023 - indice 0 du 26 avril 2017 ;

Considérant que, par le courrier du 26 avril 2017 susvisé, Electricité de France – société anonyme (EDF-SA) a déposé une demande d'autorisation pour le remplacement temporaire de la turbine à combustion par une unité mobile électrogène pour les réacteurs n° 1 et 2 de l'installation nucléaire de base n° 127 et 128 ; que cette modification constitue une modification notable des modalités d'exploitation de son installation relevant du régime d'autorisation de l'ASN régi par l'article 26 du décret du 2 novembre 2007 susvisé,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Electricité de France – société anonyme (EDF-SA), ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier temporairement les installations nucléaires de base n° 127 et 128 dans les conditions prévues par les dossiers D5370NE16024796 - indice 3 et D5370NACR16024795 - indice 3 susvisés.

**Article 2**

L'exploitant est autorisé à modifier à titre temporaire ses règles générales d'exploitation selon les modalités prévues par la télécopie référencée D5370-SSQ/FAX-2017-023 susvisée.

**Article 3**

La modification autorisée par la présente décision est valable jusqu'au 30 mai 2017.

**Article 4**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de sa publication.

**Article 5**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à Electricité de France – société anonyme (EDF-SA) et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Orléans, le 27 avril 2017.

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire  
et par délégation,  
Le Chef de Division

Signée par : Pierre Boquel